

L'ENFER FROID DE CONLIE

*Nag a Vretoned yaouank
Breset en Ifern yen,
E Conlie-Kerfank,
Kousket gand an Anken (1)*

R.C.

Plus d'un demi-siècle déjà ! Des rescapés du Camp de Conlie survivaient encore avant la guerre de 1939. Des vieillards autour de Plémet-le-Vaublanc, anciens électeurs de Carré-Kerisouët, Ficamos, de Pleyber-Christ, ancien mobilisé du Finistère...

Agé de 85 ans en 1935, le récit que ce dernier nous fit rejoint, à peu de choses près, celui de l'avocat Louis Foucqueron dans son livre : «*Un volontaire des contingents d'Ille-et-Vilaine*». Adieux aux femmes, aux enfants, aux amis groupés dans la gare, trajet en chemin de fer jusqu'à Laval, arrivée au camp... Nos mobilisés sont étonnés d'avoir à dresser des tentes pour coucher à même la terre car la paille est insuffisante... Le pire les attend !

DANS LA MELEE DU 4 SEPTEMBRE

Au cœur d'une guerre de sept mois, meurt le Second Empire, naît la Troisième République.

Le 19 juillet 1870, saisissant le mauvais prétexte de la dépêche d'Ems, Napoléon III avait déclaré une guerre absurde, guerre perdue d'avance, face à la force montante et agressive de la Prusse... Vers l'unité allemande !

Depuis l'éruption de la Révolution Française de 1789, les populations se divisaient, nostalgiques de régimes successifs et restaient qui légitimistes, qui orléanistes, qui bonapartistes tout en devenant, de fait, lentement républicaines.

(1) (Que de jeunes Bretons - Flétris dans l'Enfer froid - A Conlie-Village de boue - Endormis avec l'Angoisse) R.C.

La France, Bretagne en tête, se dégageait difficilement de ces déchirements. La Chouannerie avait subsisté à l'état endémique jusqu'à la Monarchie de Juillet de 1830... Sur le plan politique, même informulé, c'était toujours la protestation contre la nuit du 4 août 1789 à travers de nouveaux faits. Les Bretons n'admettaient pas que «*Bretagne*» soit sur la carte de France transformée en cinq départements. Un certain esprit chouan flottait dans l'air du temps, dans l'attachement religieux, dans les us et coutumes. Il prenait des accents romantiques ou libertaires. Toujours le grand goût pour la Liberté !

Le désastre de Sedan, le 4 septembre 1870, entraîne la déchéance de l'«*Usurpateur*» du 2 décembre 1851... Aussitôt l'insurrection gronde à Paris. Au risque de passer à côté d'une révolution pacifique... La Commune de Paris est en gestation pour 1871

Le Gouvernement Provisoire de la Défense Nationale a des députés bretons de l'opposition libérale, en réserve.

- Le général Trochu, de Belle-Ile-en-Mer, 55 ans, nommé Gouverneur de Paris. (Il sera contraint de démissionner à la chute de la capitale, 29 janvier 1871).

- Le général Le Flo, 66 ans, proscrit du 2 décembre, reçoit le portefeuille de la Guerre. (Sa statue de bronze se dresse toujours sur la place de Lesneven, sa ville natale).

- Glais-Bizoin, le doyen, 70 ans, de Quintin, député d'extrême-gauche.

- Jules Simon, 56 ans, Lorientais. Devient ministre de l'Instruction Publique et chef du Gouvernement. Philosophe spiritualiste, sociologue, universitaire, professeur en Sorbonne. Il ne croit pas à la neutralité en matière d'enseignement : «*Il n'y a pas d'école neutre parce qu'il n'y a pas d'instituteur qui n'ait une opinion religieuse ou philosophique*»...

- Emile de Keratry, 38 ans, député du Finistère à Brest, de la gauche parlementaire, aristocrate, d'origine cornouaillaise. Républicain convaincu, homme aussi orgueilleux qu'intègre, descendant d'un Président des Etats de Bretagne !

Sous le Second Empire, son père, personnalité politique et littéraire du Réveil Celtique, est déjà dans l'opposition. Le fils entre dans la mêlée. Brièvement diplomate, - qualité dont il est totalement dépourvu ! il opte ensuite pour la carrière des armes. Temps d'expansion coloniale : Kabylie, Crimée...

Il fait la campagne du Mexique sous Bazaine. Intraitable, brave avec ses hommes, il dénonce les scandales financiers, notamment. Incapable de se plier à la moindre servitude, il démissionne et rentre à Paris en politique.

Le Gouvernement Provisoire s'assure un «*Préfet à poigne*» en le nommant Préfet de Police de Paris. Il entend lutter ferme sur le terrain de la légalité. Il est choisi par le politicien le plus influent, le mégalomane irascible, Léon Gambetta, 32 ans.

Dans la fièvre du 4 septembre, le «*tribun*» et le «*citoyen*», Emile de Keratry, collaborent totalement, à l'unanimité du parti républicain : Jules Ferry, Eugène Pelletan, Jules Grévy... Les insurgés parisiens sont aux Tuileries, à la Chambre des Députés. La position de Gambetta est très ambiguë puisqu'il a des sympathies, et des complicités très souterraines des meneurs de la Commune, tel Blanqui et autres chefs notoires.

Le Gouvernement de Gambetta dictateur, compte sur les mobiles bretons de Keratry, 14 000 marins dont il se fait une garde d'honneur. Commandés par Le Bouëdec, ces «*Moblots*» furent appelés en hâte. La blanche hermine au képi, ils défilent sur les boulevards. Ils brandissent leur drapeau au semis d'hermines où



Le général Le Flo, de Lesneven, Ministre de la Guerre.



Le général Emile KERATRY, Préfet de police et commandant général de l'Armée de Bretagne. Documents l'Univers Illustré



Le général TROCHU, de Belle-Isle en Mer, Commandant le 1er Corps d'Armée.

1870, Arch. H. Caouissin

s'inscrit la devise : «Potius mori quam foedari». Rustiques, naïfs, joyeux, bons enfants, mais prompts à l'assaut, la bourse encore garnie, ils ont les faveurs des cocottes. Ils savent se griser de toutes manières et boire ! Beaucoup ne parlent que le breton, chantent en breton, des *gwerziou*, de fières complaintes du temps :

*Holl Vreizaded a c'hroulenn vad,
Klewet eur glr, tud Breiz-Izel :
Ra chomo pab unan Breizad,
Dre-holl, bapred, beted merwell !*

(Vous tous, Bretons de bonne race,
- Ecoutez un mot, habitants de Breiz-Izel :
- Que chacun de vous reste Breton,
- Partout, toujours, jusqu'à la mort ! (Luzel)

Le général Le Flô, Léonard, précise qu'à un moment difficile il obtient leur concours grâce à une harangue dans leur commune langue maternelle. Les émeutiers les traitent d'«infâmes bretons», mais des marins passeront de leur côté.

Le 5 octobre 1870, ils ont repoussé les insurgés. Keratry exige l'arrestation de Flourens et de Blanqui, leurs chefs notoires. Il ne l'obtient pas. Il démissionne de son poste et quitte Paris en ballon. Le ballon dirigeable est parfois une échappatoire ! Première démission, mais ce n'est pas la dernière. Nous le retrouverons à Conlie avec ses Bretons.

Les incompatibilités s'exaspèrent. Depuis les guerres de la Révolution et de l'Empire du «Napoléon Koz» comme disent encore les Bas-Bretons, (Napoléon l'Ancien), d'énormes brassages humains se sont effectués. L'homme breton a donné de sa personne plus souvent de force que de gré, en fataliste ! Il est encore assez primitif pour se montrer solide à la tâche et brave au danger. En Bretagne, le monde traditionnel prévaut comme dans toute l'Europe rurale. Le pays breton est particulièrement mal renseigné sur les événements de Paris et du reste du monde, à part une classe cultivée qui sonne le réveil celtique, depuis Le Gonidec, La Villemarqué, se mêlant aux romantiques : Sand, Lamartine, Hugo, à tout un beau monde de magistrats, professeurs, officiers, médecins, fonctionnaires.

L'appauvrissement de notre pays Atlantique s'est aggravé depuis le Blocus Continental, les temps industriels ruinent l'artisanat, les cultures et les tisserands du lin, la pêche. La puissance de l'argent s'ancre sur la France continentale qui s'internationalise aveuglément. Des banques se créent. Le chemin de fer traverse la Bretagne depuis 1855.

UN PATRIOTE EN DELIRE

Alors que les Bretons chez eux sont représentés, pour quelque temps encore, par leurs chefs naturels qu'ils connaissent et approchent, les hommes politiques français surgissent d'origines diverses, reliés par sociétés secrètes, grandes heures de l'idéologie de la F.M., qui se met à prévaloir sur la connaissance intrinsèque de l'homme dans son milieu.

Léon Gambetta incarne ce type de réussite spectaculaire. Son père, venu d'Italie, s'établit à Cahors dès 1818. Il y naît en 1838, conservant un vif sentiment pour ses attaches latines ; son ami politique comme Garibaldi, Nice, (Nizza-Bella), Gènes, la Mare Nostrum... Contradiction de l'Internationaliste ! Avocat en 1860 à Paris, il dresse alors de violents réquisitoires contre le Second Empire et se lance frénétiquement dans l'opposition. Comme nombre d'opposants au régime de «Badinguet», il est affilié à des organisations occultes, notamment aux comités républicains. Il est bientôt le chef d'un groupe d'extrême-gauche avancé : le «tribun», «l'Outre creuse» ! Négligé, crachant sur les tapis des salons, il est entouré d'égéries. Il a pour maîtresse une fille séduite par un policier de Napoléon III, Léonie Léon, qui espionne d'abord Gambetta pour le compte de l'Empereur. Léonie deviendra à son tour l'instrument d'une Juive russe : la Païva, aux ordres, celle-là de la police allemande et protégée de Bismarck !

Le 4 septembre 1870, Gambetta a aisément entraîné le gouvernement de la Défense Nationale. Celui-ci ne savait pas encore qu'il entraînait en dictature pour cinq mois !

Dans le droit fil de 1793, 1830, 1848, la République Une-et-Indivisible redevient la «patrie en danger» et organise la «levée en masse». Puissance du Verbe sur les foules... Le général de Keratry se fait fort de recruter cent mille volontaires de l'Ouest. Il bat le rappel dans toute la Bretagne !

Gambetta se soucie de l'essentiel, les ministères de la Guerre et de l'Intérieur ! Il



Jules Ferry.

Rochefort.

Glais-Bizoin.

Emmanuel Arago.

Gambetta.

Jules Favre.

Général Trochu.

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA DEFENSE NATIONALE

(Marqués d'un X, les Bretons).

Gravure publiée par L'UNIVERS ILLUSTRE Septembre 1870 -

entend arrêter les Prussiens et mener «sa» Guerre à outrance.

Des députés républicains dont le Dr Gustin, médecin en chef de l'Armée de Bretagne, Brestois trouveront absurde qu'une «guerre folle si lestement déchaînée dans le Second Empire soit poursuivie par la nouvelle République : Erreur ! Nous devions demander la paix !»

Mais Gambetta est un orateur possédé par ses convictions et par ses ambitions. Il enflamme ses auditoires. Ses adversaires le traitent de «Cyclope» parce qu'il est borgne et provocateur.

Il veut mener une guerre révolutionnaire. Il reste autour de lui bien des arrière-plans flous. Le populaire et brave Garibaldi et ses deux fils, après leurs exils américains, viendront avec des bataillons pour lui prêter main-forte en 1870 et tenter de dégager Paris et la ligne des Vosges. Un fils de Garibaldi sera un temps député. Plus tard, le plus jeune recevra en Italie le socialiste Mussolini, continuateur des Chemises Rouges !

Dès le 19 septembre 1870 l'armée allemande est sous les murs de Paris, l'insurrection gagne.

En ces heures de grand péril, Gambetta s'est échappé de Paris, effectuant un fameux départ en ballon jusqu'à Tours où le gouvernement s'est révélé incapable. Il veut organiser la Défense en province. Il craint pour la République naissante et fragile, redoutant les veillités royalistes. Il compte s'appuyer sur l'Armée de la Loire et bientôt sur les Forces de Bretagne.

LE CAMP DE CONLIE

Le 22 octobre, par décret, Keratry est nommé commandant général de l'Armée de Bretagne. Précisons que Keratry inscrit et dit toujours, «Armée», quand le gouvernement désigne : «Forces». Le commandant reçoit tout pouvoir pour organiser, équiper et diriger ces «Forces de Bretagne».

Keratry choisit Conlie en arrière du Mans, il n'a pu s'établir en avant de la ville, le général de Loverdo, ministre de la Guerre, considérant qu'elle n'était pas défendable. Conlie est un ancien camp de César, aux «Portes de la Bretagne», sur un plateau de 500 hectares.

Le colonel Jullien fait hâtivement édifier une enceinte fortifiée pour contenir 80 000 mobilisés et volontaires. Dès le 23 octobre, la ferme de la Jaunelière devient le quartier général, et Keratry adresse son premier appel patriotique aux gardes mobiles, gardes nationaux, mobilisés et corps-francs de Bretagne :

Tous les maires du Finistère reçoivent une lettre du préfet :

«Que les mobilisés, joueurs de musette ou de biniou, aient soin d'emporter leurs instruments. Ils jouiront d'un supplément de solde».

Les armées de la Loire et celles de Bretagne doivent tenter de délivrer Paris de l'étreinte allemande.



Jules Simon. Pelletan. Garnier Pagès. Crémieux. Picard.

SIEGANT LE 4 SEPTEMBRE A L'HOTEL DE VILLE DE PARIS.

Arch. H. Caouissin

Aux frontières de l'Est, le 27 octobre, Bazaine capitule. Le péril surgit de toutes parts.

UNE PREMEDITATION CRIMINELLE

Keratry a nommé le vaillant commandant Le Bouëdec, chef d'Etat-Major de l'Armée de Bretagne ; il sait qu'il peut compter sur ce Breton (pour le meilleur et pour le pire !)

Mais les ministères de la Guerre et de la Marine ralentissent très vite le recrutement des cadres. Une circulaire confidentielle du général de Loverdo signale que «les officiers détachés à l'Armée de Bretagne doivent être rayés de l'armée française». Dans le même temps trente mille bottes de paille disponibles sont refusées aux troupes qui les attendent pour coucher sous les tentes...

Les pluies d'automne sont insistantes sur ce terrain labouré, détrempé par la marche des hommes et les sabots des chevaux. La maladie s'installe : une épidémie de variole ; par-dessus toute cette souffrance physique - humidité, saleté, froid et faim - la nostalgie se mue en désespoir, en interrogations sauvages. Ces travailleurs de la terre, **kouerien**, ces chasseurs, ces marins, **martoloded**, ces forgerons, tailleurs de pierre et de bois, **piker-meln**, **piker-koed**, comme tous les artisans du camp, lâchent leurs instincts de défense pour la vie. Cet univers concentrationnaire les transforme parfois en fauves parqués.

Bidard de la Noé, maire de Rennes, proteste contre l'inertie et le refus de fournir des armes à ces soldats. La réponse du Ministère est claire dans son cynisme : «C'est pour s'en débarrasser qu'ils ont été mis à Conlie, et ils y resteront, fussent-ils tous y périront ! Préméditation criminelle !

Dès le 25 octobre, Keratry avait entrepris un véritable «tro Breiz». Or une semaine il effectue ce tour de Bretagne jugé trop populaire, sans doute, afin de hâter la formation des contingents «d'ici à dix jours», avec le concours des préfets de Gambetta.

A Nantes, le comité républicain nantais lui a offert un superbe drapeau confectionné par les dames. «Fanion aux armes de la Bretagne que ses enfants vont bientôt défendre avec vous !» De toute la Bretagne les bataillons arrivent à Conlie ; mais Keratry pressent déjà luttes et déboires.



OUBLIEZ QUE VOUS ETES BRETON !

Entre le 1er et 9 novembre, le paquebot «Saint Laurent» fait route sur Brest avec une cargaison d'armes en provenance de New-York, surplus de la guerre de Sécession yankee, tandis que «Perreux» apporte fusils, carabines et cartouches.

Les chargements sont déviés sur Le Havre. Par ordre !

Net et dur, Keratry télégraphie à Freycinet, tout dévoué à Gambetta : «Mes soldats se feront tuer mais je ne les veux pas désarmés ! On veut une armée de Bretagne ou on ne la veut pas. Si on la veut qu'on lui donne les moyens d'être !»

Le duel Gambetta-Keratry s'engage souvent par personnes interposées : les partisans politiques de l'«Une-et-Indivisible»



Arch. R. Caerleon.

Portrait charge de FREYCINET, dit le «Valet de Gambetta» - S'illustra par son acharnement à réduire les forces de Bretagne de Keratry.

MONSIEUR DE KERATRY, JE VOUS CONJURE D'OUBLIER VOTRE QUALITÉ DE BRETON POUR NE VOUS SOUVENIR QUE DE CELLE DE FRANÇAIS

Gambetta insiste sur leur désarroi : **«Je suis au Mans, venez, je vous prie. Il faut nous concerter pour agir et sauver la ligne du Mans que des incapables ont compromise».**

Où sont ces incapables ? Selon Gambetta, les militaires tenaient les Républicains pour des amateurs avec leurs armées improvisées ! Mais Keratry et ses Bretons redevenaient, comme toujours à travers l'Histoire, les hommes providentiels de la dernière chance...

Le lendemain, nouveau télégramme de Gambetta : **«Allez rendre à la République un signalé service et justifier d'un coup toutes les espérances fondées sur vous».**

Le 24 novembre 1870, après une visite-éclair à l'Armée de Bretagne, Gambetta pris dans ses contradictions, envoie sa fameuse proclamation inspirée par les soupçons que son entourage entretient.

**VIVE LA REPUBLIQUE
«UNE-ET-INDIVISIBLE»**

«Soldats !

Songez que vous vous battez pour sauver à la fois la France et la République... Désormais indissolublement liées dans la bonne comme dans la mauvaise fortune.

«Vous concourez enfin au glorieux mouvement de la France vers sa capitale... Prêtez-vous donc le serment les uns aux autres, comme nos pères, de ne plus reculer et de marcher tous d'un pas égal à la délivrance de Paris.

Vive la France, Vive la République
«Une-et-Indivisible» !

Cet appel était lourd d'avertissements. Il est certain que le camp de Conlie était peu républicain ; mais Keratry l'était !

Le 22 novembre, au cours de leur entrevue, Gambetta avait enfin autorisé Keratry à réquisitionner des armes et des munitions à l'arsenal de Rennes. Mais du Mans, le 24, il donne un contre-ordre formel de «ne rien délivrer, ni en matériel ni en munition, à M. de Keratry ou à ses lieutenants.

D'une main, on poussait les Bretons au combat, de l'autre on leur refusait les moyens de combattre.

Pour Keratry, c'était la «mort de l'œuvre qu'il avait conçue». «Il était clair que j'étais passé suspect depuis quelque temps au point de vue politique !»

Les Prussiens avançaient sur Tours. C'est le général Jaurès, oncle de Jean Jaurès, qui agit désormais comme chef d'un nouveau corps d'armée...

Le ministre demande à Keratry : «Etes-vous prêt à marcher dans ces conditions ?» «...Votre ministère, répond Keratry, n'a tenu aucune des promesses que vous m'avez faites... Je considère la vie du moindre de mes soldats comme aussi précieuse que celle de n'importe quel autre... Il est absolument de votre devoir et du mien de leur donner les mêmes moyens de résistance en les exposant aux mêmes dangers... J'ai charge d'âmes vis-à-vis de la Bretagne. Je refuse d'exposer mes hommes, dans l'état où ils sont, à une perte certaine».

Keratry exige des ordres écrits tout en exhalant son ressentiment : «Il y a de votre part trop de prévention politique à l'égard de la Bretagne».

Le 27, il refuse de briser l'unité et l'autonomie de son Armée. Il a poursuivi son entraînement dans les pires conditions, sa gestion est des plus rigoureuses.

Gambetta provoque sa démission. La réponse ne se fait pas attendre : «...Vous avez tout oublié en écrivant cette dépêche : vos engagements et mes conditions... Ma situation politique, la vôtre, auraient dû vous le rappeler et mes services rendus à la cause publique... Je remets le commandement de Conlie au général Le Bouëdec et celui d'Yvré au général Gougard».

Quelles tentations hantèrent l'esprit du général en chef de l'Armée de Bretagne durant la nuit de sa démission ? A coup sûr celle d'un révolté !

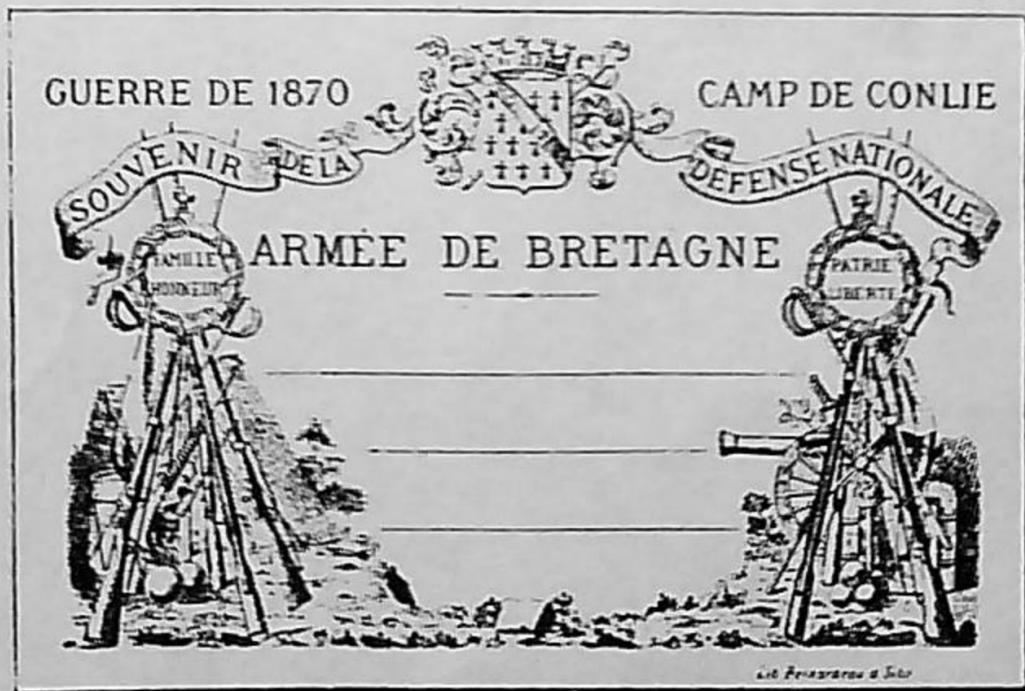
et ceux de la Commune qui ne pardonnent pas à l'ex-Préfet de Police de Paris son énergie dans le maintien de l'ordre public.

Pris dans sa propre toile, Gambetta est cerné par son aile extrémiste. Celui qu'il appelait «Citoyen Keratry» ne s'y trompe pas. Il comprend que Gambetta veut l'éliminer, ainsi que ses «bandes réunies sous le nom de l'«Armée de Bretagne» dans sa hantise du «péril chouan».

Keratry s'insurge : «...Vous armez tous les aventuriers qui se présentent à Tours aux cris de «Vive la République». Vous leur donnez des armes perfectionnées, et à nous, vous ne donnez rien !».

Il affirmera à la Commission d'Enquête de 1871 que «Gambetta recevait ses mots d'ordre de la Commune de Paris».

L'offensive allemande en direction du Mans place Freycinet, Délégué à la Guerre, dans l'extrême nécessité de cabler cet appel à Keratry : **«L'ennemi paraît devoir nous pousser assez vivement dans la direction du Mans. JE VOUS CONJURE D'OUBLIER QUE VOUS ETES BRETON POUR NE VOUS SOUVENIR QUE DE VOTRE QUALITE DE FRANÇAIS, et de vous concerter avec le général Jaurès pour opposer à l'invasion votre naissante, mais vaillante armée. C'est l'occasion de lui donner le baptême du Feu**



FAC-SIMILÉ DE LA CARTE POSTALE

éditée en 1870 par le Commandement de l'Armée de Bretagne

(Cette curieuse carte, reproduite ci-dessus dans sa grandeur exacte, avait été éditée, en 1870, par l'Imprimerie Besnardeau, à Sillé-le-Guillaume, pour le compte de l'Armée de Bretagne. Une réimpression en fac-similé en a été faite depuis, à titre documentaire, par les soins d'une Société bretonne).

Keratry avouera plus tard qu'il avait formé le projet de marcher sur Tours, dégarni de troupes, et de faire prisonnier Gambetta et ses collaborateurs... De mettre hors d'état de nuire une équipe d'hommes qui, à ses yeux, n'était plus formée que de vulgaires criminels de guerre. Mais il se borne à rédiger une proclamation à ses hommes : «*J'ai la douleur de me séparer de vous parce que je comprends mon devoir autrement qu'au département de la Guerre. Mais si je vous quitte comme chef, je vous retrouverai bientôt comme simple soldat en vertu du décret qui appelle les derniers bans des mobilisés à partager les fatigues et l'honneur de votre camp...*»

La pression des Prussiens ne fait que s'accroître. La Délégation de Tours envisage de partir pour Bordeaux. Le camp de Conlie est frappé à mort par l'administration de la Guerre qui a ordonné de le désarmer et de ranger en arrière les contingents bretons pour les cantonner, c'est-à-dire de les priver de toute leur énergie. La Bretagne allait être livrée sans défense à l'invasion.

BATAILLONS DE MISERE

Exaspéré par la fatigue et par la faim, immobilisés dans la boue, les « bataillons de misère » résistent d'un air menaçant.

Grognements, revendications passent dans la pluie et le vent : D'«*kar ger*», (Chez nous)... Au pays... Maudits... D'«*ar ger* ! Ce même cri qu'en 1812 (1) ! C'est ainsi que le général de Marivault crut comprendre qu'ils voulaient aller à la guerre alors qu'ils réclamaient la maison. Des femmes arrivaient pourtant, on ne savait d'où, pour se prostituer dans le cloaque !

Dès lors, selon Arthur de La Borderie, «*L'Armée de Bretagne ne semblait plus être aux yeux du Gouvernement qu'une épave sans valeur dont on n'avait point à se préoccuper, qu'on laissait flotter ou sombrer, vivre ou mourir comme elle pouvait à la grâce de Dieu.*»

Devant la gravité de la situation militaire, Keratry, démissionné, se rend à Tours où Carré-Kerisouët insiste pour que Gambetta lui rende le commandement de l'Armée de Bretagne. Il refuse. Il a signé la nomination du général de Marivault !

A partir de ce moment, Keratry et des fidèles comme Glais-Bizoin et Le Bouëdec tentent de gagner de vitesse Gambetta et tous les gens de ses ministères pour reprendre le commandement de l'Armée de Bretagne malgré eux. Entre le 9 et 10 décembre, y eût-il tentative de coup d'Etat et même de sécession, tandis que le Gouvernement se repliait en déroute sur Bordeaux ? Keratry et ses fidèles sont revenus à Conlie, en grand secret, par train spécial. «*Il n'y a plus de Gouvernement, l'Armée de la Loire est désorganisée. Tous les pouvoirs sont en désarroi, annoncent-ils.*»

Dans une revue fantastique, ils peuvent considérer les soldats de Conlie, 46 000 hommes alors, bataillons fantômes figés dans la brume glaciale, qui n'ont pour armes que des bâtons et des piquets de tente. Il fait un froid atroce ! Fait-on la révolution sous la pluie, ou sous la neige ?

Marivault, nommé par Gambetta au commandement supérieur de Conlie, les avait déjà précédés. Flottement, hésitation. Marivault tend le texte du décret de sa nomination. Après quelques secondes d'un tragique silence, Le Bouëdec le lit à haute voix.

(1) Voir Laennec face à l'Ankou (Janig Cortay)



Mobilisés du camp de Conlie se réchauffant en dansant au son de la bombarde dans le dur hiver de 1870-71. (Arch. R. Caerleon).

Le coup d'audace est manqué. A son tour le général de Marivault tentera de sauver son camp de Kerfank. A Nantes, à Rennes, à Bordeaux, on s'agite autour de la question. Camp de la mort lente ! Marivault se heurte aux mêmes difficultés qu'avaient connues Keratry. Le tyran reste sourd, même à la dépêche de Freycinet : «*Je demande de nouveau l'ordre d'évacuation. Il y a péril physique et moral... Le camp confine à la politique...*» Gambetta lui répond : «*Il ne faut pas évacuer le camp sous aucun*

prétexte. Pourtant devant l'insistance du commandant en chef il finit par consentir à son évacuation progressive.

Alors, les plus vaillants soutiennent le moral des autres en chantant une *gwerz* composée par l'un des leurs, sans doute le volontaire Foucqueron.

Claude Jaffrennou, de Carnoët, père de François (barde Taldir), la fredonnait, rentré dans ses foyers. Taldir l'a publiée dans son journal «*Ar bob*» sous le titre : «*La chanson de Conlie.*»

Notre camp de Conlie
Est le plus beau des camps
Où jamais la Patrie
Ait couché ses enfants !
Nous avons les frimas
Pour draps,
Et, pour tout matelas,
Verglas,
Sur la lande fleurie !

Mais qu'importe la boue
A nos grands généraux !
Keratry fait la roue
Et nous dit des héros.

Trainant force canons
Très longs,
Gamelles et fourgons,
Bidons,
Sans rien dans la marmite

Sergents et capitaines
De nous sont satisfaits
Grâce à quelques centaines
De manches à balais ;
Ce sont là nos engins,
Nos machines de guerre

Glais-Bizoin qu'on renomme
Pour un guerrier parfait,
Nous dit un jour : «*En somme
Bretons, qu'avez-vous fait ?*»
Car, sans fainéantise,
Nous avons tous changé,
Ma Doué !
Trois fois de généraux,
Oh ! oh !
Quatre fois de chemise !



UN FACTIEUX A ABATTRE

Gambetta commence-t-il à redouter le verdict de l'Histoire quand il écrit : «*Il ne faut pas que quelque jour on puisse mettre en avant l'erreur de Conlie, s'il y a eu vraiment erreur, pour attaquer l'institution des camps que je considère comme l'un des actes les plus importants de notre administration...*» ?

Le spectacle lamentable qu'offrent les bataillons rentrant en Bretagne soulève l'indignation générale : «*Ah oui, ils font mal à voir ces braves jeunes gens du camp de Conlie, écrit le Journal de Rennes, ...les vêtements en désordre et couverts de boue, portant de gros*

sabots, errant au hasard dans les rues. Ils paraissent accablés par l'inaction... Un petit nombre a des armes. Mais dans quel état, maculés par la terre et la rouille, hors de service.»

A l'appel du maire de Rennes, Bidard de la Noë, la population accueille ces rescapés. L'opprobre est sur toutes les lèvres.

Le Gouvernement replié à Bordeaux n'est pas rassuré. Aussi, la Sûreté Générale fait surveiller les déplacements de Keratry à Rennes, à Nantes où le Préfet le dénonce comme «*un ambitieux à la veille d'être factieux.*» Il est évident que Keratry

manœuvre maintenant, sans sortir des voies légales, en vue de déclencher un mouvement d'opinion et de s'imposer au Pouvoir pour qu'il le réintègre à la tête des Forces bretonnes. **«Une certaine tendance fédéraliste se manifestait dans la haute administration de l'armée dite de Bretagne»** souligne l'*Avenir*, journal de Rennes et organe de la Préfecture d'Ille et Vilaine... qui ajoute : **«L'antique province, tout en donnant sa plus belle jeunesse à la France, n'a point complètement perdu le souvenir de son autonomie.»**

Pourtant, à Nantes, Emile de Keratry est l'homme du Comité républicain et le club rival a beau inviter tous les démocrates sincères à assister à une grande réunion publique pour protester contre les menées du général des Chouans, Keratry reste l'homme des voies légales, loyaliste à la République.

Entre temps, l'invasion prussienne se poursuit vers l'Ouest et Keratry va assister, impuissant et de loin, à la destruction de son armée. Son fidèle lieutenant, le général Le Bouëdec, est mis à la disposition de Chanzy.

DE LA MORT LENTE AU MASSACRE

Après la tuerie, le déshonneur !

A la suite de l'évacuation progressive du camp il reste encore 19 000 hommes dans la boue. Les va-nu-pieds !

On voulait encore les mener au feu, après les souffrances et les déceptions de Conlie ; «n'ayant pas réussi à les noyer dans la boue, on allait les immoler sur le champ de bataille par la main des Prussiens». Ils ne sont plus qu'un détachement de l'armée de Chanzy. Le 11 janvier les plus jeunes recrues sont sacrifiées dans la tuerie de La Tuilerie. Le général Lalande proteste : **«On n'aurait pas dû nous envoyer là parce qu'on devait savoir que nous n'étions pas armés pour faire face à des troupes régulières.»** Les colonnes bretonnes sont taillées en pièces, les mobilisés qui en réchappent battent en retraite.

Chanzy, le commandant en chef de l'Armée de la Loire, rend les Bretons responsables de la débâcle quand il écrit : **«La fuite honteuse de la défaite du Mans eut encore ce résultat, en passant par Conlie, ils (les soldats) jetèrent la panique dans le camp où des milliers de mobilisés étaient réunis ; ceux-ci se débâtèrent à leur tour, pillèrent les vivres, détruisirent les armes et les munitions et tous ensemble se sauvèrent en Bretagne. Le désordre se fit sentir de toutes parts...»**

Dans sa déposition d'enquête de 1871, Keratry accuse Gambetta d'avoir tronqué la dépêche de Chanzy du passage suivant : **«Les troupes de Bretagne ont puissamment contribué à conserver cette position importante.»**

Mais le résultat prémédité par le tout-puissant dictateur, l'homme de la guerre à outrance, devenant l'homme de la défaite était atteint. Léon Gambetta fait preuve d'une virtuosité politique quasi-démoniaque. L'incorruptible Keratry juge son implacable adversaire : **«Il n'a été et ne sera jamais un homme d'action. Il n'a que l'imagination parlementaire et l'éloquence, ce qui suffit à peine à un homme d'Etat coupable de crime de lèse-nation !»** Gambetta a sacrifié une armée de plus de 60 000 hommes à des fins politiques !

Si la politique culmine, la guerre aussi ! Et la défaite ! A la fin de janvier 1871 Chanzy, le glorieux vaincu du Mans, est maintenu au commandement de la 11ème Armée de la Loire. Gambetta lui refuse la promotion du général de Charette à la tête de toutes les Forces de Bretagne en vue d'assurer la défense de la presqu'île... Le dictateur ne veut à aucun prix d'une continuation de Keratry, royaliste par surcroît.

Le 29 janvier 1871, Paris capitule. Gambetta démissionne. Le 8 février, la fin de la guerre est imminente.



Drapeau de l'Armée de Bretagne offert par les Rennais au général de Keratry. (arch. R. Caerleon)

Le 15 février, tombe l'armistice. Dans les préliminaires de paix, un décret du 2 mars 1871 ordonne le licenciement des Mobilisés et Corps-Francis, à l'exception des volontaires de l'Ouest chargés de surveiller le désarmement.

COMLOT A LA MAIRIE DE RENNES

Après «l'Année Terrible» ; particulièrement endurée par les Bretons de Conlie, il subsiste des faits que certains témoins eurent conscience de devoir laisser à la mémoire collective. Ainsi en est-il d'un «complot» breton de Rennes. Si l'on en croit les révélations prudemment tardives - en 1911 - de l'abbé Conan, recteur de Bangor en Belle-Isle-en-Mer, ex-volontaire de Conlie, pris dans la retraite infernale de la 2ème Armée de la Loire, avec sa légion décimée et qui fut un participant de ce complot, celui-ci se situerait entre le 17 janvier et le 15 février 1871, comportant plusieurs colloques.

Le barde vannetais François Jacob et le Morlaisien Alfred Lajat, directeur de *l'Echo du Finistère de Morlaix*, rapportèrent l'entretien du recteur leur relatant une réunion secrète avec un groupe d'«autonomistes» à Rennes. Plusieurs membres de l'*Association Bretonne*, dissoute sous l'Empire en 1858 et reconstituée, étaient présents. Il cite des noms : le comte Le Gonidec de Tressan, Arthur de La Borderie, Audren de Kerdrel, peut-être Luzel... Il ne se souvenait plus de tous.

En outre, le «Volontaire» Louis Fouquieron, républicain gambettiste, donc adversaire du républicain Keratry tant sur le terrain politique que sur le terrain religieux, évoque des conciliabules secrets autonomistes tenus dans la capitale bretonne. Le gambettiste nomme des amis de Keratry : un Monsieur de C... (de Coniac, peut-être), intéressé aux affaires financières du Mexique où l'ex-chef avait fait campagne, et surtout Bidard de la Noë dont l'opposition à Gambetta fut toujours très nette, autant que ses démarches en faveur des mobilisés sacrifiés et que son soutien inconditionnel à Keratry. Or, depuis le 12 janvier il n'est plus maire de Rennes et il a écrit qu'il fut «forcé» de donner sa démission au dictateur de Bordeaux.

Dans une lettre du 18 décembre 1930, François Jacob précise que **«l'idée devait être de faire de la Bretagne un pays neutre.»** Le projet ne fut jamais mis à exécution mais il prouve l'immense colère et l'immense dégoût qui secouèrent toute la Bretagne victime une fois de plus, de l'incompréhension de l'Etat unitaire.

La guerre terminée dans la défaite, avec des conditions de paix désastreuses, un pouvoir révolutionnaire s'installe à Paris : la Commune. Le Gouvernement légal de Bordeaux remonte à Versailles ! Rouge semaine de mai : sang, flammes, barricades, fusillades, massacres d'otages, déportations...

Pour prix de sa victoire, le Roi de Prusse devient Empereur d'Allemagne.



Le camp de Conlie près du Mans. La ferme de la Jaunelière où Keratry établit son Q.G. A droite : Ronan Caerleon, inaugurant la plaque bretonne 1871-1971.

Dès 1871, une commission d'Enquête est chargée d'établir un rapport sur les Actes de la Défense Nationale.

Notre historien, Arthur de la Borderie, député de Vitré à l'Assemblée Nationale, s'affirme comme l'un des membres les plus compétents de la Commission. Son rapport sur le Camp de Conlie et l'Armée de Bretagne soulève l'émotion de l'opinion publique bretonne. Aussi s'empresse-t-on, en haut lieu, de rayer cet épisode honteux de l'Histoire de France. La conspiration du silence étend, peu à peu, ses brumes opaques sur l'inutile sacrifice. Il en reste, cependant, toujours quelque-uns pour se souvenir...

1871-1971

Un siècle plus tard, le 14 mars 1971 par un froid glacial qui rappelait celui de l'Année Terrible, l'association **Mellezour Breizh**, réunit ses membres à Conlie auxquels s'étaient joints les groupes «**Olole**» de la région parisienne, et les Scouts et Guides d'Europe «**Bleimor**», Kendalc'h Paris, Avenir de la Bretagne, ia

population de Conlie, municipalité et clergé en tête. Au cimetière, au pied du calvaire breton, le Libera et le cantique ar Baradoz furent chantés accompagnés par les binious et bombardes du Cercle Celtique du Mans.

Sur le Monument élevé à la mémoire des Mobilisés, une plaque fut apposée portant cette inscription :



D'AR VRETONED TRUBARDET E KERFANK-CONLIE
(Aux Bretons trahis au Village de Boue de Conlie)

Ronan CAERLEON

Le 14 février 1971, dans les rues de Conlie, les scouts d'Europe Bleimor portant le drapeau de la Croix Rouge qui flottait pendant la guerre de 1870-71 sur l'hôpital de Redon où étaient accueillis les malades et blessés de l'Armée de Bretagne.
(Photos A. Foucré - Doc. Olole)



Illustration de Xavier V. Haas pour LA COMPLAINTE HEROIQUE DE KERFANK (CONLIE), par C. Le Mercier d'Erm, publiée dans BREIZH, VISIONS D'HISTOIRE, album de 56 pages en 2 couleurs et 24 gravures 14 x 20. Textes d'historiens, bardes et écrivains. (Edit. Mellezour Breizh). 45 F en vente à Dalc'hompsonj, 3 pl. Paul Bert 56100 An Oriant - Lorient.

Opinions sur la tragédie de Conlie

Le sort de l'Armée de Bretagne a été la cause, à partir de 1872, d'une polémique assez intense entre les partisans de Gambetta et ceux de Keratry ; outre le rapport de la commission d'enquête de l'Assemblée Nationale, de nombreux livres et brochures furent publiés notamment par le général de Keratry, l'historien et député d'Ille et Vilaine Arthur de La Borderie, le médecin en chef de l'Armée de Bretagne, le Docteur Gestin, ... et même par un anonyme !

Nous donnons des extraits de quelques-uns de ces livres en précisant quelle position leurs auteurs prirent face au drame de Conlie.

LE CAMP DE CONLIE ET L'ARMEE DE BRETAGNE, par A. de La Borderie.

Cet ouvrage est en fait le rapport de la commission d'enquête, revu et précisé par La Borderie : c'est une dénonciation de la politique de Gambetta et des sentiments anti-bretons du gouvernement de Tours.

«L'opinion générale en Bretagne attribue le non-armement des troupes de Conlie aux sentiments de défiance du Gouvernement de Tours à l'égard des Bretons. Sans rien préjuger, deux points nous semblent acquis : 1 - La possibilité d'armer les mobilisés bretons, conformément aux promesses qu'on leur avait faites ; 2 - l'existence à

Tours et à Bordeaux, dans le monde gouvernemental, de préventions politiques défavorables à l'Armée de Bretagne».

«Trois mots résument cette histoire de Conlie :

La Bretagne avait donné, au premier appel, tout ce que le Gouvernement lui demandait en hommes et en argent.

Le Gouvernement dépensa l'argent, imposa aux hommes trois mois de souffrance, exposa le nom breton au déshonneur».

La commission d'enquête sur les actes du gouvernement de la défense nationale conclut donc à la «culpabilité» du gouvernement Gambetta.

Cette commission d'enquête était composée de 30 membres : le président, M. Saint Marc-Girardin, le vice-président, le comte Daru, les secrétaires, MM. de Rainneville et Lefèvre-Pontalis, le rapporteur, A. de La Borderie, les membres, MM. Perrot, Boreau-Lajanadie, de Pioger, de La Sicotière, le général d'Aurèle de Paladines, de Sugny, de Résséguier, Dezanneau, de Rodez-Bénavent, Albert Grévy, comte Duchatel, Bertauld, Delsol, de Juigné, de Durfort de Civrac, Mallevergne, de Vinols, Lallié, Bardoux, Maurice, Chaper, Vinay, de Bois-Boissel, de Maillé et Augustin Callet.



Le docteur Robert Gestin.
Médecin en chef de l'Armée de Bretagne
(Ph.C. Le Mercier d'Erme).

ARMÉE DE BRETAGNE 1870-1871,
par le comte E. de Kératry

La préface en elle-même donne le ton général du livre.

«A mes Compatriotes Bretons,
L'heure est venue de vous faire connaître la vérité sur mon rôle à l'armée de Bretagne. En présence d'attaques injustes, d'insinuations malveillantes, poussées jusqu'à la calomnie, j'ai cru devoir me taire, durant deux ans, attendant qu'une voix bien plus autorisée que la mienne pût rétablir la réalité des actes et faire justice.

J'espère que la Bretagne aura conscience, comme je l'ai moi-même, que j'ai fait mon devoir».

* «Quant à la cause qui a fait dissoudre l'Armée de Bretagne, elle est pour moi dans les craintes politiques inspirées chaque jour à Gambetta par une partie de son entourage et dans l'hostilité des bureaux de la guerre contre toute tentative d'armée citoyenne étrangère à sa sphère de création et d'action».

* «Jamais M. Gambetta n'a été et ne sera un homme d'action. Il n'a que de l'imagination parlementaire et de l'éloquence, ce qui suffit à peine à un homme d'état».

- «Le dévouement n'a pas manqué à la Bretagne : si elle a été envahie, c'est parce qu'elle a été désarmée par la marine et par la guerre au moment suprême».
- «Toute cette œuvre militaire, issue du dévouement de la Bretagne entière, a été abandonnée par crainte, je n'ose pas dire par antipathie, des Bretons».
- «J'ai pensé que, dans certaines circonstances, M. Gambetta avait trop facilement cédé à des considérations dangereuses dont l'avait assiégé une partie de son entourage, effrayée d'un rôle que pouvait jouer à un certain moment une armée de Bretons».
- «Il me sera bientôt permis de dire et de prouver que l'Armée de Bretagne a été sacrifiée politiquement».

SOUVENIRS DE L'ARMÉE DE BRETAGNE

par le Docteur Robert Gestin.

Le Dr Gestin rapporte ce qu'il a vécu en tant que médecin en chef de l'Armée de Bretagne ; bien que critique sur le Général de Kératry, il conclut lui aussi à la culpabilité de Gambetta.

- «Les soldats pensaient que la Défense Nationale était un prétexte, qu'on ne voulait pas armer les Bretons, mais les humilier».
- «Ainsi finit l'Armée de Bretagne. Née le 22 octobre 1870, elle était 35 jours après et sans avoir eu le temps de s'organiser et de s'armer, privée de son autonomie et de son promoteur et général en chef, disloquée, enfin complètement dissoute après 130 jours d'existence».
- «De mauvais conseillers inspiraient à Gambetta une défiance injuste à l'égard des Bretons, qu'on lui représente comme devant former une armée royaliste et séparatiste».
- «Et quant aux bureaux de la guerre, naturellement hostiles à cette armée indépendante qui s'administrait en dehors de leur autorité, ils ne pouvaient que partager les sentiments de leurs chefs, dont le plus important, M. de Loverdo, appelait dédaigneusement nos bataillons mobilisés des bandes réunies sous le nom d'Armée de Bretagne».

L'ARMÉE DE BRETAGNE

par un Volontaire.

Cette brochure publiée en 1874 par un courageux anonyme est un violent réquisitoire, insultant et de mauvaise foi, contre Kératry et La Borderie. Sa thèse est que Kératry a construit une armée dans le but caché de renverser le gouvernement et non pas de défendre la Bretagne. Les seuls personnages trouvant grâce aux yeux de «l'anonyme» sont les membres du gouvernement de Tours, notamment Léon Gambetta. Evidemment le rapport de la commission d'enquête n'est pour lui qu'un tissu de mensonges !!!

* «Pour nous, qui venons apporter notre faible concours à l'établissement de la vérité, nous disons que si les Bretons ont souffert, s'ils n'ont pas donné les résultats que l'on devait attendre d'eux, il est une faute qui doit être tout d'abord signalée, parce qu'elle est la principale : cette faute, c'est d'avoir voulu faire une Armée de Bretagne politique dont M. de Kératry devait être seul et unique chef».

* «J'ai dit que M. de Kératry avait un but caché, qu'il ne dévoilait qu'à ses intimes, mais qui devait promptement percer et parvenir à la connaissance publique. Ce but était de préparer à loisir une armée qui, sous l'apparence d'une armée française, fût une armée de parti (...) sa conduite en est une preuve indiscutable».

Tout au long de l'ouvrage, l'anonyme défend Gambetta, réfutant toutes les preuves montrant l'hostilité de celui-ci à l'Armée de Bretagne ; cette position n'étant guère tenable, l'auteur se retourne contre Kératry l'accusant d'avoir voulu renverser le gouvernement. En fait, sa démonstration nous amène à une autre conclusion : Gambetta et ses ministres ont saboté l'Armée de Bretagne pour 2 raisons : le caractère autonome de l'armée vis-à-vis du ministère de la guerre et son caractère breton.

Bibliographie

- Rapport fait au nom de la Commission d'enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale, par Arthur de La Borderie, membre de l'Assemblée Nationale. Cerf, imprimeur de l'Assemblée Nationale - (Paris, 1873)

- Armée de Bretagne, 1870-1871, dépositions, rapport de la commission d'enquête, par le Comte E. de Kératry, A. Lacroix, éditeur - (Paris, 1873).

Le camp de Conle et l'Armée de Bretagne, édition revue par l'auteur, Arthur de La Borderie, député d'Ille et Vilaine. Plon, éditeur - (Paris, 1874)

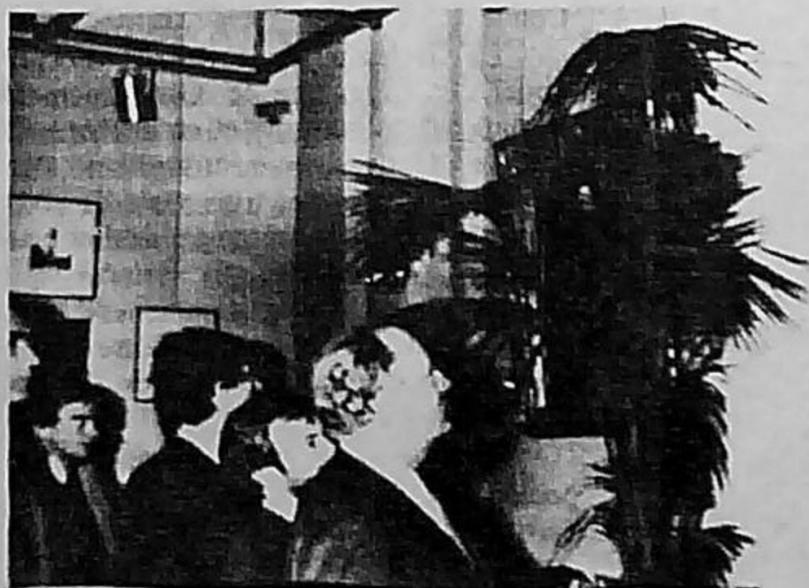
L'Armée de Bretagne, par un Volontaire. Le Chevalier, éditeur. - (Paris, 1874)

Souvenirs de l'Armée de Bretagne (1870-1871) par le Docteur Robert Gestin. Le Borgne, éditeur. - (Brest, 1909)

L'étrange aventure de l'Armée de Bretagne, par Camille Le Mercier d'Erme. Editions à l'Enseigne de l'Hermine. - (Dinard 1937). Réédition en 1975, Presses Universitaires St-Brieuc.

Une armée de Chouans, par Camille Le Mercier d'Erme. Librairie Académique Perrin. - (Paris, 1975). Ces deux derniers ouvrages, très complets, sont encore disponibles dans certaines librairies.

L'Histoire de notre Bretagne, par C. Danlo, illustrée de bois originaux de Jeanne Malivel (A l'Enseigne de l'Hermine, Dinard, 1922).



Le Président de la République française, François Mitterrand accompagné de Jack Lang, ministre de la Culture, inaugure au Musée du Luxembourg à Paris, l'exposition consacrée à Léon Gambetta à l'occasion du centenaire de sa mort le 31 décembre 1882.

Qu'ils soient de droite ou de gauche, les princes qui nous gouvernent ont la même vision de l'Histoire de France : ils glorifient encore et toujours les personnages mythiques fondateurs de l'Etat français.

(photo Keystone)

L'HISTOIRE EN DIRECT

Hiver 1870

scénario
et dessin
R. Le Honzec



TAM GAST!
N'HELLAM KET
MUI CHOUKEIN
GED MUI
A ZEUR E
ZO ABARH
!



HWI HOARH!
'DES KET
MUI MOIAN
CHOM
EDAN

EH OH E KEMER
AN ER ?



'DES KET
MUI NAMEID
STARDEIN
UNAN D'AN
ARALL
AVEID
BOUD
TOEMM

KONLI E
LARANT ?
KERFANK,
YA!

SERRET
HO
PEG!



DEIT ON
ME D'
OBER
BREZEL
PAS DE
MANWAL



D'OBER
BREZEL ?
GED
PETRA ?
HEB
FUSILLEN
EBED ?!



TRAWALH, BREMAN!
EH AN ME D'ER GER
HEVOAH



YA! BAMDE
HWI E
LAR
'AR MEM'
TRA!
MED AR
WIRIONE E
ZO GENOH.
D'AR GER!



D'AR
GER

VOULEZ-VOUS
VOUS TAIRE
MALHEUREUX



TAISEZ-VOUS
VOUS-MÊME,
LIEUTENANT!



BIEIN QUE
SUBISSANT MILLE
MISÈRES, CES BRAVES
CRIENT "À LA GUERRE!"
ET VOUS LEUR DITES
DE SE TAIRE ?



C'EST TRÈS BIEN, MES ENFANTS DE VOULOIR FAIRE LA GUERRE.
JE RECONNAIS BIEN LÀ LE COURAGE BRETON. UN PEU DE
PATIENCE, MES AMIS. DÈS QUE VOUS SEREZ ARMÉS, VOUS
IÈREZ COMBATTRE À VOTRE TOUR COMME VOUS LE DEMAN-
DEZ AVEC TANT DE VAILLANCE!

1 - Malheur rouge / 2 - Nous ne pouvons plus nous assoir avec l'eau qu'il y a dedans / 3 - Vous prenez l'air ? Vous rigolez ! Y'a plus moyen de rester dessous. 4 - Il ne nous reste plus qu'à se serrer l'un contre l'autre pour avoir chaud. - Contée qu'ils disent ? La ville de la boue, oui / 6 - Je suis venu faire la guerre, pas

nager / - Faire la guerre ? Avec quoi ? Sans aucun fusil / - Assez maintenant ! Je retourne chez moi ce soir / - Oui ! Vous dites ça tous les jours ! Mais vous avez raison : à la maison / 7 - A la maison !

Le parler breton est ici celui des 10 000 mobilisés du Morbihan.

LA PASTORALE DE CONLIE

(Par un mobilisé du Morbihan)

Puisque de renouveau vous faites la Bretagne.

Moins par plaisir que par état,
Vous n'avez pas le temps d'aller à la campagne,
N'est-ce pas, Monsieur Gambetta ?

Qui nous avait levés, dans le «Mois Noir»
Novembre
Et parqués comme des troupeaux
Pour laisser dans la boue, au «Mois-plus-Noir» - Décembre -,
Des peaux de mouton et nos peaux ?

L'aumône ; on nous la fit ! - Qu'elle leur
soit rendue
A ces bienheureux uhlands saouls
Qui venaient nous jeter une balle perdue,
Et pour rire, comme des sous.

- Trahison !... c'est la guerre ! On trouve à
qui l'on crie !...
- Nous ; pas besoin... - Pourquoi trahis ?...
J'en ai vu parmi nous, sur la «Terre Patrie»,
Se mourir du mal du Pays.

- Un grand enfant nous vint, traîné par
deux gendarmes,
- Celui-là, ne comprenait pas, -
Tout barbouillé de vin, de sueur et de
larmes,
Avec un biniou sous son bras.

Il s'assit dans la neige en disant : ça
m'amuse
De jouer mes airs ; laissez-moi !
Et, le surlendemain, avec sa cornemuse,
Nous l'avons enterré... Pourquoi ?

Pourquoi ?... Dites-leur donc, vous du
Quatre-Septembre,
A ces vingt-mille croupissants,
Citoyens décréteurs de victoires en chambre,
Tyrans forains impuissants !

- Nos chefs... ils faisaient bien de se trouver
malades !
Armés en faux-turcs-espagnols,
On en vit quelques-uns essayer des parades
Avec la troupe des guignols.



Bois gravé de Jeanne Malivel, extrait de «L'Histoire de notre Bretagne» par C. Danio (Editions de l'Hermine, Dinard - 1922).

- Assez !... Plus n'en fallait de fanfare
guerrière
A nous, brutes garde-moutons,
Nous : Ceux-là qui restaient simples, à leur
manière,
Soldats, Catholiques, Bretons !...

La chair plaquée après nos blouses en
guenilles,
Fumier tout seul rassemblé !...
- Ne mangez pas ce pain, mères et jeunes
filles :
L'ergot de mort est dans le blé.

TRISTAN CORBIERE

La fosse de Conlie (Eau-Forte d'Armor 1935) par Jean Moulin,
fondateur du Comité National de la Résistance française en 1943. Livré
aux Allemands par trahison
(Extrait des Amours Jaunes - Arch. R. Caerleon).



«Le Petit Rennais», 12 décembre 1937, publiée dans sa rubrique «Les Miettes de l'Histoire» la fin peu banale, c'est le moins que l'on puisse dire du Tribun Gambetta :

La fin d'un tribun

Dans quelques jours, à la fin du mois de décembre, il y aura cinquante-cinq ans que Gambetta est mort. Un demi-siècle passé a dispersé ses fidèles et le tombeau du tribun au cimetière de Nice ne recevra sans doute que de bien rares visites. L'amitié ne disputera bientôt plus l'homme d'Etat à la sécheresse de l'Histoire.

Il est un point sur lequel la légende a brodé plus d'une inexactitude ; c'est celui de sa fin tragique.

Depuis nombre d'années, Gambetta entretenait des relations avec Mme Léonie Léon dont on a même dit, à tort, qu'il avait un fils et avec laquelle il vivait maritalement. Il avait décidé de l'épouser quelques jours plus tard quand, le 27 novembre 1882, se produisit l'accident qui devait avoir des suites tragiques.

Sur les causes, trois versions circulent : on a dit - et c'est toujours la thèse officielle - que l'homme d'Etat se blessa à la main droite en s'exerçant au tir ; mais il s'agissait d'un revolver et ce n'est pas une telle arme qu'on emploie dans ce but. On a prétendu aussi qu'une maîtresse éphémère, Mlle de C..., fille d'un ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, ayant voulu se suicider sous ses yeux, il avait fait dévier la balle en tentant de la désarmer. Enfin, on a donné comme héroïne de la scène Mme Léon, démoralisée à la suite de révélations sur son passé faites ce jour-là à son ami. C'est là qu'est la vérité. Toutefois, il est faux de prétendre que le coup de revolver avait été tiré volontairement sur le tribun.

On a raconté plus tard que le projectile, après avoir traversé la main, avait frappé le ventre et provoqué des complications mortelles ; c'est faux. Les faits sont infiniment moins romanesques. On a dit également que, pendant sa convalescence, Gambetta, gros mangeur, avait commis un excès de table qui avait entraîné des troubles intestinaux graves. Autre légende, mais qui frise la réalité. Un familier a raconté que, depuis quelques temps, l'homme d'Etat se plaignait de douleurs abdominales dont il n'avait d'ail-

leurs pas recherché la cause. Le 28 novembre, convalescent de sa blessure, au retour d'une promenade en voiture dans les bois de Ville-d'Avray, par un splendide après-midi d'automne, il fut pris d'un frisson. On le coucha ; son ami, le docteur Lannelongue, prescrivit un traitement, mais n'ordonna point la diète qui n'avait pas été imposée jusqu'alors. Le lendemain, après deux repas trop abondants, le malade ressentit, à l'aîne, un élancement aigu qu'on prit pour un embarras intestinal et qu'on traita en conséquence. «Il a été purgé quatre fois, car il n'avait rien évacué depuis onze jours», a dit un de ses médecins. A quoi un autre a répondu : «Et c'est peut-être ce qui l'a tué !».

Car il y a eu, indiscutablement, une querelle de docteurs au chevet de Gambetta. Le professeur Siredey avait, enfin, diagnostiqué une typhlite ; on avait, d'autre part, conclu à l'intervention chirurgicale, mais certains y restaient opposés et, finalement, personne n'osa en prendre la responsabilité devant laquelle aucun n'eut reculé pourtant s'il se fut agi d'un malade moins célèbre. Toutes ces hésitations allaient aboutir au drame.

Le 31 décembre, vers dix heures du matin, un mieux sensible se manifestait et Gambetta disait à M. Etienne : «C'est aujourd'hui la fin d'une année qui m'a été bien funeste. Puisse la suivante l'être moins !» et son visiteur, rassuré, confiait au docteur Fieuzal qui sortait avec lui de la chambre : «Ça va bien, j'en suis heureux !», à quoi le médecin répondait : «Vous ne voyez pas qu'il est perdu. Il ne passera pas la journée de demain». En effet, il allait mourir, à minuit, d'une appendicite non opérée. Il avait quarante-quatre ans.

Combien étaient-ils à son chevet ? On a écrit, là-dessus, des choses pénibles. Les amitiés politiques s'évanouissent trop souvent quand disparaît celui qui représentait les chances de réalisations d'ambitions et d'espérances. L'embaumeur a raconté, d'autre part, qu'il ne constata point, chez ceux qui restèrent auprès de Gambetta, le même abattement caractéristique de



Léon GAMBETTA vu par le caricaturiste Gill - (Portrait charge de l'époque) Arch. R. Caerleon.

grandes douleurs. C'est à ce praticien qu'on doit aussi certains détails qui ont leur intérêt pour la petite histoire. Au moment où il venait d'achever son office et d'envelopper le cadavre dans un vieux drapeau, Paul Déroutède entra, très pâle, et lui demanda de placer dans le cercueil une médaille de la Ligue des Patriotes dont le défunt était président d'honneur ; puis il déposa lui-même un objet qui paraissait être une croix ou un chapelet (1). La même rapporte encore qu'en revenant de Sèvres où il était allé peser le cerveau dont le poids, 1.160 grammes, était très faible, il trouva les médecins en train de pratiquer ce qu'ils appelaient une autopsie, mais qui constituait un véritable dépècement du corps. L'un empaquetait le cœur dans un journal, un autre filait avec le crâne, un troisième coupait l'appendice.

Quand on enterra Gambetta à Nice, il en manquait, en effet une bonne partie. La tête, elle-même, avait disparu. Paul Bert garda pendant vingt ans le cœur du grand homme qu'à sa mort sa veuve déposa aux Jardies, en 1891, et qui fut, plus tard, porté au Panthéon. Le docteur Lannelongue avait emporté le bras droit, le docteur Cornil les entrailles, un œil a circulé entre la France et l'Amérique. Le cerveau, enfin, fut retrouvé en 1907, dans un bocal, au dernier étage de l'Ecole d'Anthropologie.

Georges Rocher

(1) Rite surprenant pour un Franc-maçon, farouche adversaire de l'enseignement chrétien (NDLR).

Le nombre d'artères de villes bretonnes portant le nom de Gambetta est important.

Il est SCANDALEUX que cet ennemi de la Bretagne soit ainsi honoré !

Aussi, Dalc'homp Sonj a décidé d'agir auprès des municipalités afin que cesse cet affrontement en demandant :

- soit la suppression des plaques en question. (Ne nous faisons pas d'illusions : peu de municipalités oseront faire ce geste),

- soit, pour rétablir un certain «équilibre», qu'une rue porte le nom de «Général de Kératry» ou «Camp de Conlie» au choix.



Pour mener à bien cette action, Dalc'homp Sonj demande à ses adhérents et amis d'indiquer au secrétariat les villes et villages possédant de telles rues
ECRIVEZ-NOUS LE PLUS RAPIDEMENT POSSIBLE. TRUGAREZ !

- Dans un sens inverse, signalez les villes et bourgs possédant des rues ou places portant le nom de Kératry ou du Camp de Conlie. Hélas rarissime !

